Les Échos - 24.3.2011

GESTION

Le nombre de recrutements envisagés dans le secteur public local est inférieur de 1,7 % à ce qu'il était l'an dernier. Tous les départs à la retraite ne seront pas remplacés. Certaines grandes collectivités s'orientent vers des suppressions de postes.

Les collectivités prévoient de moins recruter cette année

Les collectivités territoriales lèvent le pied sur les recrutements. Sur la foi des déclarations d'intention recueillies auprès d'un échantillon représentatif de 2.828 d'entre elles, le nombre d'embauches doit diminuer de 1,7 % cette année et s'élever à 32.680. Il est trop tôt pour savoir quel sera le solde net entre les arrivées et les départs mais l'effectif des agents territoriaux avait augmenté d'environ 2 % en 2010, pour s'établir à 1,844 million de personnes.

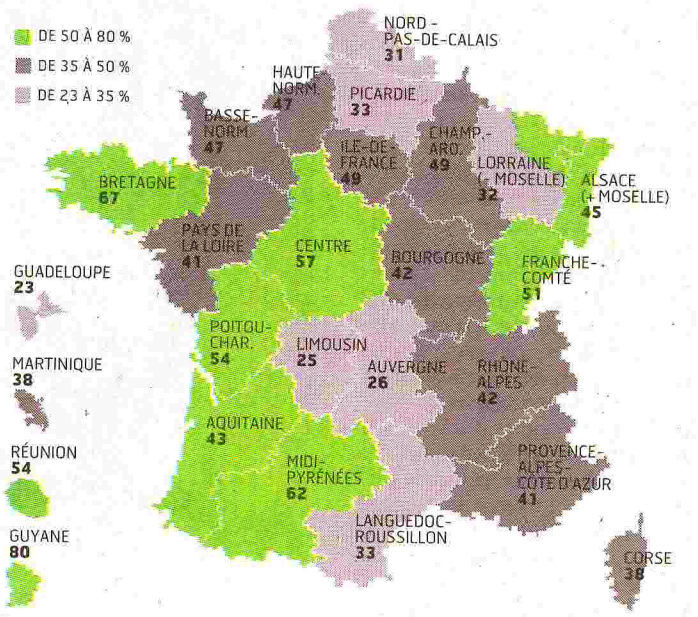
Certains signes décelés par l'Observatoire du CNFPT (Centre national de la fonction publique territoriale) ne trompent pas. Cette année, plus d'une « moyenne et grande collectivité » (80.000 habitants et plus) sur trois entend ne pas remplacer poste pour poste tous ses agents qui prennent leur retraite. Plus significatif encore, *« parmi celles-ci, 6 % envisageraient des suppressions de postes »*, signale la note de conjoncture de cet observatoire.

11.780

Le nombre d'agents qui devraient rejoindre le secteur public local pour occuper de nouveaux postes.

LES PRÉVISIONS D'EMBAUCHES SELON LES TERRITOIRES EN 2011

PART DES MOYENNES ET GRANDES COLLECTIVITÉS ENVISAGEANT DE RECRUTER (EN %)



IDÉ / SOURCE : CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Le secteur public local n'en continue pas moins de créer des postes. D'ici à la fin décembre, 11.780 agents devraient ainsi avoir rejoint les collectivités locales pour en occuper de nouveaux. Mais celles-ci en auront aussi accueilli pas loin du double (20.000 embauches) pour compenser les départs (retraites ou autres). Les petites villes (de 3.500 à 19.999 habitants) sont parmi les moins nombreuses à vouloir recruter : à peine une sur deux le prévoit, tout comme les régions. A l'inverse, 56 % des départements parlent d'embaucher.

Bretagne, territoire prometteur

Nuance de taille, les villes moyennes (20.000 à 79.999 habitants), les plus enclines cette année à passer des offres d'emploi (62 % d'entre elles prévoient de le faire), tablent sur des recrutements en plus faible nombre que l'an passé.

Pour les candidats à l'embauche, la Guyane, la Bretagne et Midi-Pyrénées sont les territoires les plus prometteurs. Les moyennes et grandes collectivités de ces régions, dans trois cas sur cinq, envisagent d'embaucher au moins un agent en 2011. A l'opposé, seulement un quart de celles situées en Limousin et en Auvergne sont dans les mêmes dispositions.

Le territoire le plus recruteur demeure de loin l'Ile-de-France, dont le secteur public local capte pratiquement le quart (24 %) du total des offres d'emploi attendues cette année. Suivent la Bretagne (11 %), Rhône-Alpes (8 %) et le Nord-Pas-de-Calais (8 %). Mais la région-capitale est aussi celle, avec le Centre, où la demande des collectivités a le plus de difficultés à être satisfaite.

Enfin, selon la note de l'Observatoire, la moitié des besoins de main-d'œuvre exprimés par les collectivités se concentre dans six secteurs : la propreté, la collecte et la gestion des déchets, les affaires scolaires et la petite enfance, le social, le patrimoine bâti, les affaires juridiques et administratives.

JOËL COSSARDEAUX

L'étude sur lesechos.fr/document